

N° de dossier :

**COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE
DE L'ONTARIO**

E N T R E :

**L'INSTITUT PROFESSIONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE DU CANADA, COLIN
MUISE, STAN BUDAY, L'ASSOCIATION CANADIENNE DES EMPLOYÉS
PROFESSIONNELS, NICK GIANNAKOULIS, L'ASSOCIATION CANADIENNE DES
AGENTS FINANCIERS, LA GUILDE DE LA MARINE MARCHANDE DU CANADA,
L'ASSOCIATION DES JURISTES DE JUSTICE, LE CONSEIL DES MÉTIERS ET DU
TRAVAIL DES CHANTIERS MARITIMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL
(ESQUIMALT), LE CONSEIL DES MÉTIERS ET DU TRAVAIL DES CHANTIERS
MARITIMES DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL (EST), L'ASSOCIATION DES PILOTES
FÉDÉRAUX DU CANADA, LA FRATERNITÉ INTERNATIONALE DES OUVRIERS EN
ÉLECTRICITÉ, L'ASSOCIATION CANADIENNE DU CONTRÔLE DU TRAFIC AÉRIEN,
UNIFOR SECTION LOCALE 588-G ET UNIFOR SECTION LOCALE 2182**
Demandeurs

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU CANADA

Défendeur

**REQUÊTE EN VERTU DE la Règle 14.05 des *Règles de procédure civile de l'Ontario*,
du paragraphe 2(d), du paragraphe 24(1), et de l'article 32 de la *Charte canadienne
des droits et libertés*,
et de l'article 52 de la *Loi constitutionnelle*, 1982**

AVIS DE REQUÊTE

AU DÉFENDEUR :

UNE INSTANCE A ÉTÉ INTRODUITE CONTRE VOUS par les demandeurs. La demande contre vous est exposée à la page suivante.

CETTE REQUÊTE fera l'objet d'une audience à la date et à l'heure fixées par le greffier, au 161, rue Elgin, Ottawa, ON, K2P 2K1.

SI VOUS SOUHAITEZ VOUS OPPOSER À CETTE REQUÊTE, être avisé de toute mesure prise relativement à la requête ou recevoir les documents visés par la requête, vous ou un avocat ontarien agissant pour votre compte devez immédiatement rédiger un avis de comparution sur le formulaire 38A prescrit par les Règles de procédure civile, le signifier à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'en a pas, au demandeur lui-même, puis le déposer avec une preuve de sa signification au greffe de cette cour; vous ou votre avocat devez comparaître à l'audience.

SI VOUS DÉSIREZ PRÉSENTER À LA COUR UN AFFIDAVIT OU TOUTE AUTRE PREUVE DOCUMENTAIRE OU BIEN INTERROGER OU CONTRE-INTERROGER LES TÉMOINS INDIQUÉS SUR LA REQUÊTE, vous ou votre avocat devez signifier, en plus de l'avis de comparution, une copie de la preuve à l'avocat du demandeur ou, si ce dernier n'en a pas, au demandeur lui-même, et la déposer, avec une preuve de sa signification, au greffe de la cour où la requête doit être entendue dès que possible et au plus tard deux jours avant l'audience.

SI VOUS NE VOUS PRÉSENTEZ PAS À L'AUDIENCE, UNE DÉCISION POURRAIT ÊTRE RENDUE EN VOTRE ABSENCE SANS NOUVEL AVIS À VOTRE INTENTION. SI VOUS SOUHAITEZ VOUS OPPOSER À CETTE REQUÊTE, MAIS ÊTES DANS L'IMPOSSIBILITÉ D'ACQUITTER LES FRAIS DE JUSTICE, VOUS ÊTES PEUT-ÊTRE ADMISSIBLE À L'AIDE JURIDIQUE; POUR FAIRE UNE DEMANDE, VEUILLEZ VOUS ADRESSER À UN BUREAU LOCAL DE L'AIDE JURIDIQUE.

Date : 26 juin 2015

Délivré par : _____

Registraire local
Cour supérieure de justice (de l'Ontario)
161, rue Elgin, 2^e étage,
Ottawa, ON K2P 2K1

DESTINATAIRE : **Procureur général du Canada**
Ministère de la Justice
50, rue O'Connor, pièce 500
Ottawa, ON K1A 0H8

REQUÊTE

A. Les demandeurs font la requête de ce qui suit :

1. Une déclaration comme quoi la Section 20 (article 253 à 273) du *Plan d'action économique de 2015, N° 1*, (projet de loi C-59), enfreint et nie les droits et libertés garantis par le paragraphe 2d) de la *Charte canadienne des droits et libertés* (la « *Charte* »), en ceci qu'elle porte atteinte aux droits des employés de s'engager dans un processus véritable de négociation collective et les empêche de participer à des mesures de grève concernant la question des congés de maladie et d'invalidité, et qu'une telle contravention ne peut être clairement justifiée comme une limite raisonnable en vertu de l'article 1 de la *Charte*;
2. Une déclaration comme quoi, étant donné que les dispositions contestées enfreignent et nient les droits et libertés garantis par le paragraphe 2d) en vertu de l'article 52 de la *Loi constitutionnelle*, les dispositions susmentionnées du projet de loi C-59, sont inopérantes;
3. Une ordonnance en vertu du paragraphe 24(1) de la *Charte*, offrant une réparation appropriée dans les circonstances afin de réparer le tort causé au processus de négociation collective par les dispositions contestées, qu'une convention collective ait été conclue ou non;
4. Les coûts associés à cette requête; et
5. Toute autre réparation que l'avocat pourrait demander et que cette Cour pourrait juger juste et appropriée.

B. Les motifs de la requête sont les suivants :

Les demandeurs

1. L'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (l'« Institut ») est le deuxième plus grand agent négociateur représentant des employés de la fonction publique fédérale. Fondé comme association d'employés en 1920 dans le but de protéger les intérêts des employés professionnels de la fonction publique, il est devenu pour la première fois agent négociateur accrédité pour les employés de la fonction publique en 1967;
2. L'Institut compte environ 55 000 membres et représente plus de 41 groupes à vocation scientifique et professionnelle à l'emploi d'environ 27 différents employeurs dans 7 régimes législatifs. Au sein de la fonction publique fédérale, l'Institut représente plus de 34 000 employés dans 6 différentes unités de négociation qui sont touchés par les dispositions contestées. Les employés représentés par l'Institut qui sont à l'emploi de la fonction publique fédérale constituent une main-d'œuvre hautement qualifiée et scolarisée, composée pour une forte part de scientifiques et d'autres professionnels;
3. Pour les 6 unités de négociation touchées, l'Institut est actuellement à négocier des conventions collectives avec le Secrétariat du Conseil du Trésor (« Conseil du Trésor »). Les congés de maladie et d'invalidité de courte durée sont au cœur des négociations en cours;
4. Colin Muise est un infirmier autorisé du groupe professionnel Sciences infirmières (NU), qui occupe un poste de niveau CHN 03 à la Base des Forces canadiennes de Greenwood, Nouvelle-Écosse, ministère de la Défense nationale. Il est également président de l'équipe de négociation du groupe Services de santé (SH) de l'Institut pour la présente ronde de négociations;
5. Stan Buday occupe un poste d'analyste du soutien technique à Service Canada. Il est également président de l'exécutif du groupe Systèmes d'ordinateurs (CS) de

l'Institut et membre de l'équipe de négociation CS pour la présente ronde de négociations;

6. L'Association canadienne des employés professionnels (« ACEP ») est le troisième plus grand agent négociateur de la fonction publique fédérale. Elle compte plus de 12 000 membres. Elle a été créée en 2003 à la suite de la fusion du Syndicat canadien des employés professionnels et techniques, l'agent négociateur représentant les traducteurs, les interprètes et les terminologues, avec l'Association des employé(e)s en sciences sociales;
7. L'ACEP est l'agent négociateur de l'unité de négociation des économistes et employés en sciences sociales (EC) et de l'unité de négociation de la traduction (TR), toutes deux touchées par le projet de loi C-59;
8. Nick Giannakoulis est le vice-président national de l'ACEP. Il a été élu à divers postes aux paliers local et national de l'ACEP depuis 2005. Gestionnaire dans l'unité de négociation EC, il est actuellement employé par l'Agence de la santé publique du Canada à Ottawa comme EC-07 et compte 17 années de service au sein de la fonction publique fédérale. Il fait également partie de l'équipe de négociation du groupe EC pour l'ACEP pour la présente ronde de négociations, depuis 2013;
9. L'Association canadienne des agents financiers (« ACAF ») représente les agents financiers et les gestionnaires financiers à l'emploi de la fonction publique fédérale. L'ACAF compte environ 4 500 membres dans l'unité de négociation Gestion financière (FI) qui sont touchés par le projet de loi C-59;
10. La Guilde de la marine marchande du Canada est une association nationale d'officiers de navires et de pilotes maritimes. La Guilde a été mise sur pied à la suite de l'adoption d'une loi du Parlement en 1919 et représente la majorité des

officiers de navire et des pilotes de l'industrie maritime canadienne. La Guilde compte environ 1 100 membres de l'unité de négociation Officiers de navire (SO) qui sont touchés par le projet de loi C-59. Le groupe SO est composé d'employés affectés en grande partie au commandement et au contrôle à bord des manœuvres de pont, à la salle des machines, aux appareils électroniques ou électriques, à la radiotélégraphie ou aux approvisionnements à bord de navires civils, aux installations flottantes ou de submersibles, ainsi qu'à la formation et la préparation en vue d'un emploi permanent comme officier de navire; au pilotage de navires militaires dans un port et ses environs; à l'instruction de cadets ou d'autres officiers qui suivent des cours de formation en vue d'acquérir les connaissances et les compétences liées aux activités d'officier et à l'exécution d'activités connexes entre le navire et la terre;

11. L'Association des juristes de justice (« AJJ ») est l'agent négociateur exclusif des avocats de la fonction publique fédérale qui travaillent au ministère de la Justice (« MJ »), au Service des poursuites pénales du Canada (« SPPC »), au Bureau de services juridiques des pensions (Anciens combattants) et à divers organismes et tribunaux fédéraux partout au pays, comme la Commission canadienne des droits de la personne, Élections Canada, le Commissariat de la protection de la vie privée du Canada, le Commissariat à l'information du Canada, la Commission de l'immigration et du statut de réfugié, le Tribunal canadien des droits de la personne. L'AJJ compte environ 2 600 membres dans l'unité de négociation Praticiens du droit (LP) qui sont touchés par le projet de loi C-59;
12. Le Conseil des métiers et du travail des chantiers maritimes du gouvernement fédéral (Esquimalt) représente les employés qui s'occupent au quotidien de la réparation et de l'entretien de la flotte navale canadienne de la côte ouest à la BFC d'Esquimalt, de la réparation et de l'entretien des torpilles au Dépôt de munitions des Forces armées canadiennes Rocky Point, et qui effectuent des essais en direct sur les torpilles canadiennes et américaines au Centre d'expérimentation et d'essais maritimes des Forces canadiennes. Il compte environ 750 membres dans

l'unité de négociation Réparation des navires (Ouest) qui sont touchés par le projet de loi C-59;

13. Le Conseil des métiers et du travail des chantiers maritimes du gouvernement fédéral (Est) représente les employés qui s'occupent au quotidien de la réparation et de l'entretien de la Flotte navale de la côte est. Il compte environ 700 membres dans l'unité de négociation Réparation des navires (Est) (SR-E) qui sont touchés par le projet de loi C-59;
14. L'Association des pilotes fédéraux du Canada (« APFC ») représente les employés qui travaillent à l'inspection de l'aviation par le gouvernement fédéral, aux tests en vol des pilotes, à la délivrance des licences, à l'application de la réglementation, à la certification des exploitants, aux tests en vol par les pilotes ingénieurs d'essai, à l'élaboration des règlements et des normes régissant les opérations aériennes, à l'opération des hélicoptères de la Garde côtière, la recherche et le sauvetage, les enquêtes sur les accidents aériens, l'analyse et la promotion de la sécurité et la réglementation et la surveillance du système de navigation aérienne. Les membres de l'APFC sont également appelés à piloter les avions gouvernementaux dans le cadre du plan national d'intervention d'urgence. L'APFC compte environ 430 membres dans l'unité de négociation Navigation aérienne (AO) qui sont touchés par le projet de loi C-59;
15. La Fraternité internationale des ouvriers en électricité (« FIOÉ ») représente les technologues en électronique et les électriciens qui sont spécialistes de l'installation et de l'entretien de l'équipement électronique pour les installations météo, l'attribution et le contrôle des fréquences radio, ainsi que les systèmes de transport aérien, terrestre et maritime. Ses membres sont employés partout au Canada par NAV CANADA, et plusieurs ministères fédéraux, dont Pêches et Océans, la Garde côtière canadienne, la Défense nationale, Environnement Canada et Industrie Canada, pour n'en nommer que quelques-uns. La FIOÉ

compte environ 1 000 membres dans l'unité de négociation Électronique (EL) qui sont touchés par le projet de loi C-59;

16. L'Association canadienne du contrôle du trafic aérien (« ACCTA ») représente tous les contrôleurs de la circulation aérienne au Canada. Il s'agit d'une section locale d'Unifor. Ses membres travaillent pour Transports Canada, Serco et NAV Canada. L'ACCTA compte environ 7 membres dans l'unité de négociation Contrôle de la circulation aérienne (AI) qui s'occupent des inspections de sécurité de l'aviation civile et qui sont touchés par le projet de loi C-59;
17. La section locale 2182 d'Unifor représente les agents de communications maritimes de la Garde côtière canadienne et compte environ 340 membres dans l'unité de négociation Radiotélégraphie (RO) qui sont touchés par le projet de loi C-59;
18. La section locale 588-G d'Unifor représente les employés de l'impression du Conseil du Trésor et compte environ 10 membres de l'unité de négociation Services d'imprimerie (non-surveillant) (PR) (Non-S) qui sont touchés par le projet de loi C-59. Cette section locale a transféré ses droits de négociation à la section locale 87-M d'Unifor qui a demandé une mise à jour de son ordonnance d'accréditation pour concrétiser ce transfert;

La négociation collective en application du paragraphe 2d) de la Charte

19. Le droit de négocier collectivement avec l'employeur favorise la dignité humaine, la liberté et l'autonomie des travailleurs en leur donnant l'occasion d'exercer une influence sur l'adoption des règles régissant leur milieu de travail et de conditions de travail et, de ce fait, d'exercer un certain contrôle sur un aspect d'importance majeure de leur vie, à savoir leur travail;
20. La Cour suprême du Canada reconnaît que la garantie de liberté d'association prévue au paragraphe 2d) protège un processus véritable de négociation

collective. Ce n'est qu'en se réunissant en associations pour négocier collectivement, renforçant ainsi leur pouvoir de négociation avec l'employeur, que les employés peuvent véritablement poursuivre leurs objectifs liés au travail;

21. La mesure législative qui porte substantiellement atteinte à un processus véritable de négociation collective en réduisant le pouvoir de négociation des employés ne respecte pas la liberté d'association garantie par le paragraphe 2d);
22. Les lois et les règlements qui limitent les sujets de négociation, imposent des résultats arbitraires, bannissent le recours aux mesures collectives pour les employés sans protections compensatoires adéquates, rendent inatteignables les objectifs des employés liés au travail, ou mettent en place un processus sur lequel les employés ne peuvent exercer de véritable influence, contreviennent au paragraphe 2d) en ceci qu'ils empiètent substantiellement sur le droit à une véritable négociation collective;
23. Le droit à la négociation collective comme partie de la liberté d'association est également reconnu en droit international, y compris dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et dans la Convention de l'Organisation internationale du travail n° 87 (concernant la liberté d'association). Le Canada est signataire de toutes ces conventions internationales;

Le droit de grève en application du paragraphe 2d) de la Charte

24. Pour s'assurer que la protection constitutionnelle des intérêts d'association des employés dans le processus de négociation collective est véritable, le paragraphe 2d) de la *Charte* exige également la protection concomitante de leur liberté de retirer leurs services collectivement dans le but d'obtenir de meilleures conditions de travail;

25. Le droit de grève est constitutionnellement protégé par le paragraphe 2d) de la *Charte* parce qu'il constitue un élément indispensable de la véritable négociation collective dans notre système de relations de travail;
26. Le droit de grève, tout comme le droit à la négociation collective, est également reconnu en droit international, dans le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et dans la Convention de l'Organisation internationale du travail n° 87 (concernant la liberté d'association);

L'importance des congés de maladie payés

27. Les congés de maladie payés représentent un avantage d'une importance cruciale qui se trouve dans les conventions collectives de tous les agents négociateurs demandeurs. Le système actuel de congés de maladie, dans ses diverses formes, se trouve dans les conventions collectives de la fonction publique fédérale depuis plus de 40 ans et est le fruit de nombreux compromis entre l'employeur et les agents négociateurs à la table des négociations. C'est là un élément vital de la rémunération des employés, particulièrement important pour protéger les employés malades ou invalides contre les pertes de revenus pendant leur maladie;
28. Les congés de maladie payés sont également importants pour la santé et le bien-être des employés. Ils permettent aux employés de prendre les congés nécessaires pour récupérer d'une maladie grave ou contagieuse et de ne pas infecter leurs collègues de travail en se présentant malades au travail. Les congés de maladie payés protègent les employés les plus vulnérables qui peuvent être gravement malades ou invalides. Les dispositions législatives qui empêchent la négociation de cette importante question empiètent de manière substantielle sur le droit à la véritable négociation collective;

Les dispositions contestées contreviennent au paragraphe 2d) de la Charte

29. Les dispositions contestées accordent à l'employeur, le Conseil du Trésor, le pouvoir illimité d'imposer unilatéralement certaines modalités d'emploi touchant les congés de maladie et d'invalidité de courte et longue durée. Ces dispositions empêchent substantiellement un véritable processus de négociation collective et contreviennent au paragraphe 2d), à différents égards :

- (a) Les dispositions contestées du projet de loi C-59, en particulier les articles 254-256, 260-262, 267-268, limitent effectivement les sujets qui peuvent faire l'objet de discussions significatives en négociation collective en accordant au Conseil du Trésor le pouvoir unilatéral d'imposer les modalités d'emploi touchant les congés de maladie et d'invalidité de courte et de longue durée. Les congés de maladie représentent un avantage d'une importance vitale pour les employés qui est inclus dans les conventions collectives depuis de nombreuses décennies;
- (b) Même si le Conseil du Trésor est incapable de conclure une entente avec les agents négociateurs des demandeurs à la table des négociations sur ses modalités d'emploi proposées concernant les congés de maladie et les congés d'invalidité, les dispositions contestées, en particulier les articles 254-256, 260-262, 267-268, donnent au Conseil du Trésor les pouvoirs unilatéraux suivants :
 - i. Établir et modifier les modalités d'emploi liées aux congés de maladie;
 - ii. Établir un programme d'invalidité de courte durée;
 - iii. Modifier tout programme d'invalidité de longue durée, et
 - iv. Annuler les modalités d'emploi existantes dans les conventions collectives liées aux congés de maladie;
- (c) Les dispositions contestées, en particulier les articles 254-256, permettent des résultats imposés unilatéralement et arbitrairement en accordant au

Conseil du Trésor le pouvoir illimité d'éliminer complètement les congés de maladie et d'effacer tous les crédits de congés de maladie accumulés, sapant ainsi la confiance des agents négociateurs et des membres dans le processus de négociation collective;

- (d) Les dispositions contestées, en particulier les articles 254-256, prévoient une sanction législative pour ce qui autrement serait jugé comme de la négociation de mauvaise foi. Même si les parties s'entendaient sur une proposition concernant les congés de maladie à la table des négociations, en vertu des dispositions contestées, le Conseil du Trésor peut plus tard changer d'idée et imposer des modalités différentes ou modifier celles convenues, sapant ainsi complètement le processus de négociation collective;
- (e) En vertu des articles 257, 262(1)b) et 268(1)b) du projet de loi C-59, l'article 107 de la *Loi sur les relations de travail dans la fonction publique*, L.C. 2003, c. 22, art. 2 (LRTFP), qui oblige l'employeur à observer les modalités d'emploi existantes une fois donné l'avis de négocier, ne s'applique pas pendant la période d'application concernant les modalités d'emploi établies par le Conseil du Trésor en vertu du projet de loi C-59. L'absence d'un gel statutaire pour les congés de maladie et d'invalidité sape encore plus la négociation collective;
- (f) Les articles 256, 258, 259, 262 et 268 du projet de loi C-59 permettent au Conseil du Trésor d'annuler les dispositions des décisions arbitrales qui ne correspondent pas aux modalités d'emploi établies par le Conseil du Trésor en vertu du projet de loi C-59. Lorsque l'arbitrage est la méthode utilisée pour régler les impasses dans les négociations entre les parties, il s'agit là d'une partie centrale et constitutionnellement exigée pour le processus de négociation collective. Le fait d'infirmier des décisions

arbitrales est donc contraire à un véritable processus de négociation collective et sape la confiance des agents négociateurs et de leurs membres dans ce processus;

- (g) En conférant au Conseil du Trésor le pouvoir unilatéral et illimité d'imposer des modalités d'emploi touchant les congés de maladie et d'invalidité, les dispositions contestées du projet de loi C-59 mettent en place un processus de négociation collective sur lequel les employés ne peuvent exercer aucune influence et rendent inatteignables les objectifs que les employés se sont fixés concernant les dispositions touchant les congés de maladie et d'invalidité;
 - (h) Les dispositions contestées compromettent fondamentalement l'équilibre des pouvoirs dans la négociation collective, réduisant le pouvoir de négociation des employés et refusant aux employés tout contrôle ou toute influence sur le processus de négociation touchant les congés de maladie, droit d'une importance vitale pour les employés et préoccupation clé du Conseil du Trésor pendant la présente ronde de négociations;
30. Les dispositions contestées du projet de loi C-59 empêchent également les employés de recourir collectivement à la grève sans protections compensatoires adéquates, ce qui est contraire au paragraphe 2d) de la *Charte*, qui protège le droit de grève. Le recours possible à la grève fait en sorte que les travailleurs peuvent, par leur action concertée, refuser de travailler aux conditions imposées par l'employeur. Le droit de grève, au moment d'une impasse, est une affirmation de la dignité et de l'autonomie des employés. Malgré l'article 271 du projet de loi C-59, les dispositions contestées du projet de loi C-59, en conférant au Conseil du Trésor le pouvoir unilatéral de modifier ou d'enlever les dispositions touchant les congés de maladie et d'en imposer de nouvelles, retirent aux membres des

demandeurs la possibilité de faire la grève pour la question des congés de maladie.

La violation n'est pas justifiée en vertu de l'article 1 de la Charte

31. La violation du paragraphe 2d) de la *Charte* ne constitue pas une limite raisonnable dont la justification puisse se démontrer dans une société libre et démocratique en vertu de l'article 1 de la *Charte*, car elle ne se porte pas à la défense d'un objectif du gouvernement suffisamment important ni ne respecte les trois exigences en matière de proportionnalité de l'article 1 de la *Charte*;

Dispositions législatives

32. Articles 1, 2d), 24(1) et 32 de la *Charte canadienne des droits et libertés*
33. Article 52 de la *Loi constitutionnelle, 1982*
34. Règle 14 des *Règles de procédure civile*; et
35. Toute autre disposition pouvant être proposée par l'avocat et approuvée par la Cour.

C. La preuve documentaire ci-dessous sera utilisée à l'audience sur la requête :

1. Affidavit de Jamie Dunn, sous serment;
2. Affidavit de Colin Muise, sous serment;
3. Affidavit de Stan Buday, sous serment;
4. Affidavit d'Hélène Paris, sous serment;
5. Affidavit de Nick Giannakoulis, sous serment;
6. Affidavit de Scott Chamberlain, sous serment; et

7. Tout autre affidavit ou document pouvant être proposé par l'avocat et approuvé par la Cour.

Date : 26 juin 2015

SACK GOLDBLATT MITCHELL LLP

Barristers & Solicitors
30, rue Metcalfe, pièce 500
Ottawa, ON K1P 5L4
Tél. : 613-235-5237
Télécopieur : 613-235-3041

Peter Engelmann – BHC# 29064P

Tél. : 613-482-2452

Colleen Bauman – BHC# 53347J

Tél. : 613-482-2463

[L'INSTITUT PROFESSIONNEL DE LA
FONCTION PUBLIQUE DU CANADA
ET AL.
Demandeurs

et

LE PROCUREUR GÉNÉRAL DU
CANADA
Défendeur

N° de dossier :

***COUR SUPÉRIEURE DE JUSTICE
DE L'ONTARIO***

Poursuite commencée à OTTAWA

AVIS DE REQUÊTE

Sack Goldblatt Mitchell LLP
Barristers & Solicitors
30, rue Metcalfe, pièce 500
Ottawa, ON K1P 5L4

Peter Engelmann – BHC# 29064P
Tél. : 613-482-2452
Télécopieur : 613-235-3041

Colleen Bauman – BHC# 53347J
Tél. : 613-482-2463
Télécopieur : 613-235-3041

Avocats des demandeurs

